

POSITIONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE LAVAL

1. TERRITOIRES COMPARES

Sont comparées la ville (aire urbaine) de Laval et les 50 villes (aires urbaines) de l'Ouest, Bretagne et Pays de la Loire réunies.

2. LES FAITS SAILLANTS

Situation démographique et évolution générale sur la période 1990-1999

Pour sa population, l'aire urbaine de Laval, 102.747 habitants en 1999, occupe le 11^{ème} rang des villes de l'Ouest.

Parmi les villes grandes et moyennes, c'est celle qui présente la plus forte proportion d'actifs.

La croissance de la population totale est tout juste moyenne, caractéristique commune aux jeunes, actifs et retraités.

La croissance de la population active est freinée par un déficit de contribution des professions et catégories socioprofessionnelles « montantes » (cadres, professions intermédiaires, employés).

Comme on le constate souvent, une – certes légère – croissance de la population active inoccupée accompagne la croissance de population active occupée. Pour autant, le taux de chômage est le plus faible enregistré dans les 15 villes grandes et moyennes de l'Ouest et figure parmi les 5 plus faibles, toutes tailles confondues.

La population est peu diplômée pour une ville de cette importance (Laval n'occupe que le 30^{ème} rang sur 50 villes de l'Ouest).

Une assez modeste part d'emplois publics, une faible proportion de temps partiel, une attraction moyenne sur les migrants non régionaux au recensement précédent constituent autant d'autres particularités de Laval.

Revenus

Le revenu moyen par foyer fiscal apparaît satisfaisant, puisque hormis Nantes et Rennes, seules deux villes moyennes font mieux. La progression durant les années 90 a été l'une des plus fortes mais sans que cela se confirme ensuite.

Emplois salariés privés (UNEDIC)

La base économique est également partagée entre sphère productive et sphère résidentielle ; la sphère productive est nettement mieux représentée à Laval que dans la plupart des villes grandes et moyennes.

Le taux de croissance de l'emploi sur 1994-2004 place Laval légèrement en-dessous de la moyenne, tant pour la contribution de la sphère productive que pour celle de la sphère résidentielle. Effet de structure, lié au contexte général d'évolution, comme effet résiduel, lié au contexte local, se révèlent sur 10 ans légèrement défavorables à Laval. Entre 2001 et 2004, l'emploi connaît une baisse de ses effectifs. Seules 6 villes connaissent, sur 1994-2001 une évolution plus défavorable. Les emplois MSA occupent une place relativement importante.

Migrations domicile - travail

La polarisation exercée par le pôle local sur ses ressortissants demeure moyenne à l'échelle de l'ensemble des villes et même modeste à celle des villes grandes et moyennes. C'est encore plus vrai de l'influence exercée par les pôles extérieurs.

Pourtant, comme 30% des villes de l'Ouest, Laval a vu sa propre influence croître davantage que celle de ses homologues.

Le rayonnement (part des flux d'actifs imputable aux actifs résidant dans une autre aire urbaine de la région) comme la dépendance (part des flux d'actifs imputable aux actifs travaillant dans une autre aire urbaine de la région) font de Laval une ville assez peu ouverte sur les autres pôles régionaux.

Entreprises structurantes

Les activités lavalloises sont les plus diversifiées, aucune ville de l'Ouest, quelle qu'en soit la taille, ne fait davantage sur ce plan.

S'agissant de la proportion des entreprises qui essaient comme du nombre d'établissements secondaires détenus par des entreprises lavalloises, Laval se situe dans la moyenne des villes de l'Ouest. La représentation des implantations à l'extérieur de la région est notablement élevée, puisque seules 3 villes de l'Ouest, Le Mans, La Ferté-Bernard, et La Roche-sur-Yon font mieux.

Le groupe LACTALIS à capitaux majoritairement parisiens exerce une influence considérable sur l'économie locale, représentant directement ou indirectement – par l'intermédiaire de filiales - plus de la moitié du chiffre d'affaires des entreprises structurantes locales. Deux actionnaires étrangers (l'allemand GMBH, et l'américain TENNECO) sont également présents.

Accessibilité

Laval est la 2^{ème} des 8 villes moyennes de l'Ouest après Cholet pour la dépendance présumée à l'égard des grandes villes.

Appartenance à espace urbain multipolaire

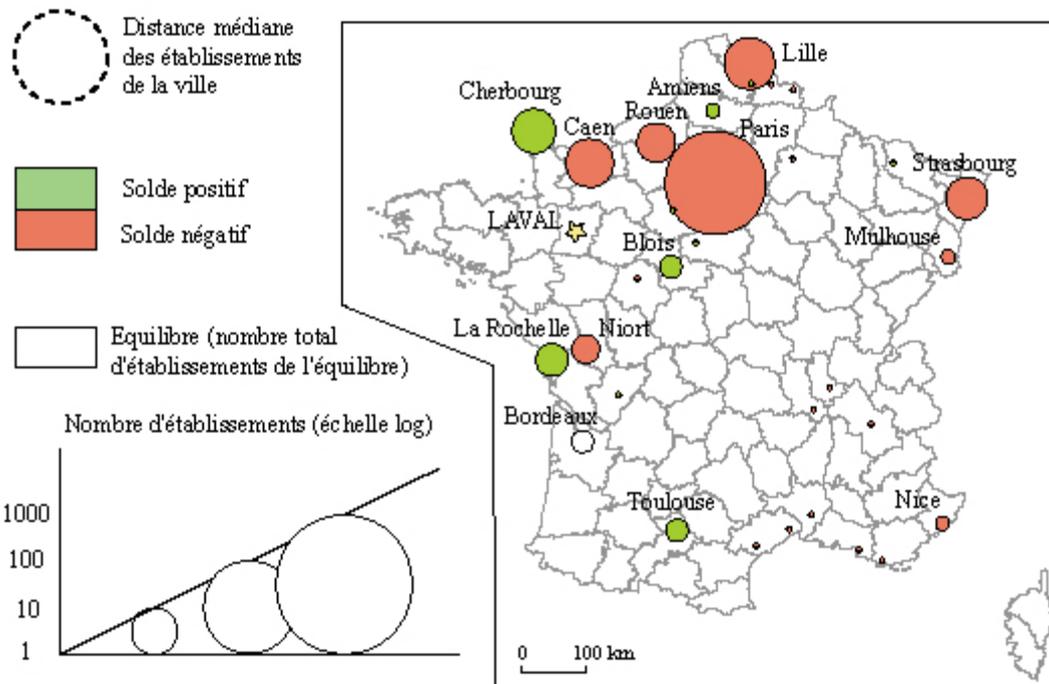
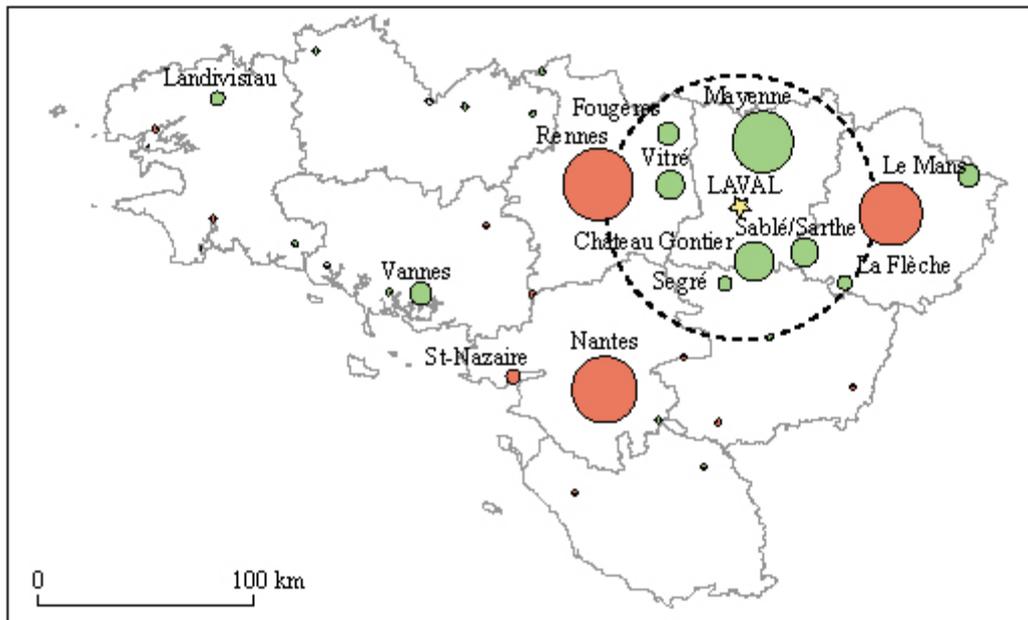
RENNES

3. SYNTHÈSE

- Importance du nombre des actifs résidents (réservoir de main-d'oeuvre)
- Faible taux de chômage (en 1999), mais baisse des effectifs salariés du secteur privé non agricole au début des années 2000
- Revenus relativement élevés
- Très grande diversité des branches d'activités représentées
- Équilibre sphère productive – sphère résidentielle
- Dépendance vis-à-vis de quelques entreprises, y compris extra-régionales
- Faiblesse de la base publique
- Influence surtout locale

LAVAL	valeurs propres	rang (50)	valeurs des 50 villes		
			minimum	moyenne	maximum
population totale 1999	102 747	11	8 825	81 409	716 298
part des actifs dans la population totale 1999 (%)	48,5	3	36,6	44,2	49,5
part des retraités dans la population totale 1999 (%)	16,7	43	14,7	20,6	31,0
part des sans activité professionnelle dans la population totale 1999 (%)	34,8	27	29,8	35,1	41,3
taux de croissance annuel de la pop totale 1990-1999 (%)	0,51	20	-0,50	0,40	1,56
taux de croissance annuel de la pop totale dû aux actifs (%)	0,40	20	-0,12	0,33	0,75
taux de croissance annuel de la pop totale dû aux retraités (%)	0,40	24	0,11	0,40	0,96
taux de croissance annuel de la pop totale dû aux sans activité prof. (%)	-0,28	23	-0,93	-0,33	0,29
part des cadres-prof. intellectuelles supérieures dans la population active totale 1999 (%)	9,2	16	4,9	8,5	16,8
part des professions intermédiaires dans la population active totale 1999 (%)	22,8	11	14,1	20,4	25,3
part des employés dans la population active totale 1999 (%)	28,4	30	22,5	29,1	34,2
part des ouvriers dans la population active totale 1999 (%)	30,6	28	20,7	31,4	46,9
part des non salariés dans la population active occupée en 1999 (%)	10,8	40	8,8	13,3	22,1
part des actifs inoccupés dans la population active en 1999 (%)	8,2	46	6,2	10,9	15,5
taux de croissance annuel de la population active occupée 1990 - 1999	0,82	26	-0,45	0,75	1,73
taux de croissance annuel de la population active occupée dû à cadres et prof. Interm.	0,74	19	-2,65	0,61	5,04
taux de croissance annuel de la population active occupée dû à employés	0,33	31	-0,32	0,45	3,34
taux de croissance annuel de la population active occupée dû à autres CSP	-0,25	27	-8,23	-0,31	2,77
part des titulaires fonction publique dans la population salariée en 1999 (%)	18,2	27	8,0	18,3	28,6
part temps partiel / emploi salarié en 1999 (%)	18,5	39	15,4	20,4	27,2
part CDD / emplois salariés en 1999 (%)	8,5	43	7,5	9,5	13,6
part 15 ans et + sans diplôme/ population en 1999 (%)	14,6	20	7,7	13,4	20,1
part 15 ans et + diplômés BAC + 2 / population en 1999 (%)	5,0	14	3,2	4,6	8,3
% migrants extra - régionaux 1999	11,3	20	6,2	10,8	17,0
revenu moyen en 2004 (€)	16 912	11	14 196	16 092	18 544
taux de croissance annuel du revenu moyen déflaté 1990-1998 (%)	0,44	15	-0,51	0,22	1,07
taux de croissance annuel du revenu moyen déflaté 1998-2004 (%)	0,97	42	0,22	1,35	3,13
part de la sphère productive dans l'emploi salarié UNEDIC en 2004	50,0	25	14,7	49,8	75,0
part en 2004 de l'emploi salarié UNEDIC affecté à des activités créatrices	64,5	33	42,5	67,4	91,6
part en 2004 de l'emploi industriel salarié UNEDIC le plus exposé aux délocalisations	22,8	21	1,2	21,3	67,4
taux de croissance annuel de l'emploi salarié UNEDIC 1994-2004 (%)	2,20	29	0,18	2,61	5,30
dû à la sphère productive (%)	1,04	24	-0,59	1,33	4,19
non dû à la sphère productive (%)	1,16	26	0,33	1,28	2,63
dû à effet de structure	2,44	30	0,22	2,60	4,42
dû à effet géographique	-0,23	33	-0,58	0,00	1,12
taux de croissance annuel de l'emploi salarié UNEDIC 1994-2001 (%)	3,50	22	0,01	3,26	6,70
taux de croissance annuel de l'emploi salarié UNEDIC 2001-2004 (%)	-0,76	45	-4,16	1,11	5,64
part des emplois MSA en 2003 (%)	7,7	15	0,4	7,0	36,1
importance de l'indicateur de concentration C5/36 (%)	41,7	50	41,7	54,4	80,1
part du CA correspondant aux entreprises CA > 50 M€ (%)	66,9	9	0,0	45,6	92,9
part du CA correspondant aux entreprises à capital major. étranger (%)	2,7	18	0,0	4,0	35,2
distance minimum à une ville de rang supérieur (km)	71	3	9	45	100
indicateur global d'accessibilité aux villes de rang supérieur	240	29	84	359	1125
capacité d'accueil (nombre de lits touristiques)	4875	24	359	19054	164796
Coefficient de présence estimé	95,1	44	93,8	101,7	136,3
taux de croissance annuel de la population active occupée 1975 - 1999	0,75	23	-0,79	0,66	1,86
taux de croissance annuel de la population active occupée dû à autres aires urbaines de l'Ouest	0,11	47	0,06	0,31	1,03

LAVAL: UNE PREFECTURE QUI TIEN SON RANG



- Préfecture qui assume son rôle de commandement local et départemental
- De nombreuses entreprises extérieures utilisent Laval comme porte d'entrée départementale
- Laval n'est pas en mesure de concurrencer les échelons supérieurs de la hiérarchie